

PRÉSENTATION DU LABEX SMS

1.1. DESCRIPTION DU PROGRAMME, AMBITION, PERTINENCE ET STRATEGIE SCIENTIFIQUE/ PROGRAM DESCRIPTION, VISION, AMBITION AND SCIENTIFIC STRATEGY

Un projet de renouvellement et de convergence des sciences humaines et sociales

Le LabeEx SMS vise à construire une vision renouvelée des mondes sociaux en s'appuyant sur l'**originalité** procurée par l'expérience acquise par les chercheurs du projet dans l'**analyse des réseaux sociaux**, expérience qui singularise le site toulousain dans le paysage français et européen des sciences humaines et sociales. Les réseaux sociaux ne peuvent être compris et rendre compte de la complexité des phénomènes sociaux sans être reliés à d'autres dimensions des mondes sociaux, notamment les **dispositifs** matériels sur lesquels s'appuie au quotidien l'activité sociale, les formes de **régulation** (normes, règles, standards) qui cadrent cette même activité et les **territoires** dans lesquels elle se déploie. Le site toulousain présente l'avantage de regrouper des chercheurs qui non seulement maîtrisent les approches les plus actuelles de ces différentes dimensions du monde social, mais ont entrepris depuis plusieurs années de les faire converger autour de séminaires et d'ateliers méthodologiques. L'ambition du projet est justifiée par ce **large éventail de compétences**.

Contexte local et national

Le premier appel a validé un projet toulousain (l'IAST), dont une lecture superficielle pourrait faire croire que les thèmes de recherche sont proches de ceux qui sont abordés par SMS. Il faut donc immédiatement expliquer en quoi SMS est très différent (et complémentaire) de ce programme. L'IAST se propose d'appliquer à l'ensemble des phénomènes sociaux des conceptualisations et des modèles mathématiques élaborés pour rendre compte de l'activité économique à partir de postulats sur les comportements individuels, eux-mêmes modélisés selon les hypothèses de la théorie du choix rationnel. Le LabeEx SMS se fonde sur un ensemble de sciences humaines et sociales (histoire, sociologie, ethnologie, géographie humaine, anthropologie, psychologie sociale, économie politique), qui considèrent que les phénomènes sociaux sont marqués par des processus historiques et donnent lieu à l'émergence de formes qui ne sont pas réductibles à l'agrégation ou à la composition d'actions individuelles. Les chercheurs rassemblés au sein du projet SMS mettent en priorité la construction de **données empiriques** sur les phénomènes sociaux. SMS est proche dans son positionnement épistémologique de plusieurs projets de sciences humaines et sociales existant en France, comme par exemple le projet « Intelligence des Mondes Urbains » ou le projet « Sciences, Innovations et Techniques en Société ». Sa spécificité se situe dans sa thématique plus fondamentale et son appui sur les apports des recherches sur les réseaux sociaux.

Un projet interdisciplinaire qui touche aussi l'enseignement ...

Cet élan vers une forme de pluridisciplinarité interne aux sciences sociales vise aussi à impulser des évolutions majeures de l'enseignement, qui souffre actuellement des cloisonnements disciplinaires hérités de l'histoire et ne correspond plus autant que par le

passé aux besoins des étudiants. Le LabeEx SMS se propose de jeter les bases intellectuelles d'un espace des sciences des sciences humaines et sociales au sein duquel les théories et les méthodes soient bien identifiées et articulées les unes aux autres. Il s'agit de permettre aux étudiants et aux chercheurs de maîtriser les bases de plusieurs disciplines en ayant des repères clairs sur les concepts communs qui les traversent.

Le LabeEx SMS a pour ambition de faire émerger des **modules transversaux** à différents **masters** portés par les départements et les unités de recherche qui le soutiennent. Ils porteront en particulier sur les **méthodes** et les questions **théoriques** et **épistémologiques** transversales traitées dans le projet. Ces modules pourront être proposés aux étudiants de master à titre optionnel dans le cours du présent contrat quinquennal (2011-2016), mais ils pourront être intégrés plus directement aux maquettes des masters du prochain contrat, voire dans certains cas, au cours du contrat actuel (2014). Au niveau de la **licence**, SMS constituera la **base intellectuelle** permettant d'élaborer de nouveaux parcours pluridisciplinaires pour former les étudiants aux approches et aux connaissances les plus modernes concernant le monde social. Ces parcours de licence seront mis en place à l'occasion du prochain contrat quinquennal.

... et en lien avec la demande sociale

Le problème de la pluridisciplinarité est aussi patent dans le rapport aux différentes formes de demande sociale qui sont formulées de façon sans cesse renouvelée à l'endroit des chercheurs des sciences humaines et sociales, des journalistes en recherche d'éclairage sur des phénomènes complexes, aux collectivités publiques de toutes nature qui veulent en urgence des diagnostics, en passant par les citoyens qui font appel à l'expertise des chercheurs afin de disposer d'armes intellectuelles pour contester différents types de pouvoirs. Séparément, les disciplines ont de plus en plus de mal à faire face à cette demande en croissance permanente.

C'est pourquoi, SMS, en lien avec le service de valorisation de la recherche de l'Université de Toulouse le Mirail, mettra en place une **cellule d'interface avec la demande sociale**, composée de chercheurs du projet et de personnels d'appui mis à disposition par les établissements, afin de répondre de façon coordonnée lorsque c'est nécessaire, soit par des expertises, soit par l'organisation de débats ou le déclenchement d'études approfondies. Cette cellule aura aussi pour mission de faire remonter vers les chercheurs des thématiques et des problèmes sociaux émergents. Par ailleurs, en ce qui concerne les technologies de l'information et de la communication, qui font l'objet de nombreuses demandes, sera mis en place un **Laboratoire des Usages**, qui organisera en ligne l'interaction entre les chercheurs et leurs interlocuteurs (voir plus loin).

L'excellence par la dynamique collective et la pertinence des résultats

S'ils sont soucieux de la visibilité de leurs travaux, les chercheurs engagés dans le LabeEx SMS mettent en priorité la qualité d'ensemble des recherches produites et leur capacité à produire **des résultats dont la pertinence doit s'affirmer dans la durée à l'épreuve du débat scientifique**. La conception de SMS bénéficie en effet de l'expérience de certains d'entre nous en sociologie et histoire des sciences. Le phénomène bien connu de concentration sur une petite proportion des auteurs des publications et de la visibilité scientifique, que l'on baptise en général « loi de Lotka »¹, relève d'un phénomène classique du monde social qui est la

¹ Lotka Alfred J. (1926). "The frequency distribution of scientific productivity". *Journal of the Washington Academy of Sciences* 16 (12): 317-324.

tendance au cumul des avantages. Selon nous, les chercheurs les plus cités sont la partie la plus visible d'un immense travail collectif réalisé par l'ensemble de la communauté scientifique. Si l'on coupait cette « élite » de sa « base », elle s'étiolerait très rapidement. Nous considérons donc que l'excellence n'est pas la caractéristique d'une élite de chercheurs plus connus que leurs collègues, mais la qualité d'ensemble de la recherche d'un site, d'une région ou d'un pays. C'est pourquoi **le LabEx SMS n'impliquera pas des chercheurs sélectionnés uniquement sur la base de leur visibilité scientifique, mais ceux qui se mobiliseront autour des problématiques que le projet vise à développer. La liste des participants n'est pas figée mais elle est au contraire destinée à intégrer tous ceux qui joindront leurs efforts à ceux qui initient le projet.**

Le choix de la recherche empirique et de la mobilisation des enseignants-chercheurs

Nous faisons le pari que l'accroissement de la production du LabEx passe premièrement par le **soutien à de jeunes chercheurs**, d'où l'accent mis sur les allocations de thèse (4 par an, soit 20 lancées durant les 5 premières années) et de post-doctorat (3 par an, soit 15 durant les 5 premières années), deuxièmement par **l'intensification des recherches des enseignants-chercheurs**, d'où la présence d'une ligne consacrée au financement de décharges d'enseignement (3 plein-temps de décharge par année du projet), et troisièmement par la mise en place de **recherches empiriques**, ce qui se traduit dans le projet par des opérations de recherche ambitieuses, des financements de projets émergents et des ateliers méthodologiques (500 000 euros par an consacrés à ces opérations). Nous inviterons aussi très régulièrement des **conférenciers étrangers** pour de courts séjours (1 semaine à 1 mois). Pour des invitations plus longues, nous nous appuierons sur les dispositifs existants (professeurs invités des universités, chaires d'excellence de la région, accueil de chercheurs étrangers au CNRS). Nous soutiendrons aussi les courts séjours à l'étranger de chercheurs impliqués dans le projet. Nous soutiendrons activement la **traduction** dans diverses langues étrangères des travaux conduits au sein de SMS afin de favoriser leur reconnaissance internationale.

L'attractivité par la mise en réseau

Comme des dispositifs d'invitation sur des chaires de prestige existent déjà dans la région Midi-Pyrénées (chaires Pierre de Fermat du Conseil Régional), nous avons décidé de miser sur des dispositifs favorisant la **venue de jeunes chercheurs** (les allocations de thèses et de post-doctorat seront largement ouvertes aux chercheurs non locaux) et les **séjours de courte durée** (de 1 semaine à 3 mois maximum), soit de chercheurs étrangers dans un des établissements impliqués dans le projet, soit de chercheurs de SMS dans des établissements étrangers. Notre objectif majeur est d'accroître le plus possible **l'insertion des chercheurs du projet dans des réseaux internationaux**. Tous les deux ans des journées SMS seront organisées pour rendre compte des avancées réalisées dans le projet aussi bien auprès de la communauté académique que des partenaires et du public.

Une dynamique d'entraînement

Le LabeEx SMS est conçu pour maximiser sa fonction d'entraînement. S'il est porté par un groupe de chercheurs particulièrement impliqués dans sa conception et sa mise en œuvre, il a vocation à accueillir les chercheurs des unités de recherche impliquées qui contribueront significativement aux recherches engagées. Le **Conseil d'Administration** composé principalement des responsables d'unités de recherche et des vice-présidents recherche des établissements concernés joue ici un rôle central en incarnant cet ancrage. Son rôle est précisément de veiller à ce que SMS reste un outil de dynamisation de l'ensemble de la recherche en sciences humaines et sociales du site.

1.2. PRESENTATION SCIENTIFIQUE DU PROJET DE RECHERCHE/ SCIENTIFIC DESCRIPTION OF THE RESEARCH PROJECT

Structurations des mondes sociaux : une question fondamentale pour les sciences humaines et sociales

L'idée que le monde social est plus et autre chose qu'une collection d'individus est ce qui fonde les sciences humaines et sociales depuis leur émergence aux XVIII^e et XIX^e siècles. Au fil du temps se sont organisées, à partir de cette ambition, des disciplines distinctes (histoire, géographie, économie, sociologie, ethnologie, psychologie sociale, sciences politiques, etc.) et de nombreuses théories ont été formulées pour décrire ce que l'on a appelé selon les moments et les courants de pensée les « sociétés », les « systèmes sociaux », les « structures sociales », les « formes sociales », ou encore l'« espace social » (cette liste est loin d'être exhaustive). Il s'est avéré progressivement que les tentatives pour enfermer dans des descriptions ou des théories trop globales la complexité des formes qui émergent des activités sociales et les contraignent en retour (White, 2008) n'étaient pas satisfaisantes, et qu'il était préférable d'aborder cette complexité par divers biais visant à cerner des aspects plus limités susceptibles d'être ensuite articulés les uns aux autres. L'expression prudente de « mondes sociaux » (Becker, 1982), qui ne postule pas l'existence d'une cohérence globale des activités sociales, exprime notre volonté de tenir compte de cette difficulté qui est aussi le défi d'une approche véritablement pluridisciplinaire. L'évolution des recherches durant le dernier siècle a en outre montré la nécessité d'élaborer des méthodes adaptées à la nature spécifique des phénomènes sociaux et

des traces qu'ils laissent, dans la mesure où ils se laissent moins docilement que la matière enfermer dans des équations mathématiques ou des expériences de laboratoire (Abbott, 2002).

Spécificités des sciences humaines et sociales

Les sciences humaines et sociales ont en effet des spécificités qui sont liées 1) à celles de leur objet, des êtres pensants, qui peuvent s'approprier le discours des scientifiques et modifier leurs comportements en conséquence, 2) à la proximité entre certains chercheurs et leurs objets, ce qui permet l'usage de moyens de recherches particuliers comme l'immersion ou l'empathie, selon une logique compréhensive, 3) au rapport particulier qu'elles entretiennent avec le politique (au sens large), 4) aux particularités des formes de déterminisme et de prévisibilité qu'elles peuvent mettre en œuvre. En particulier, si les phénomènes sociaux présentent des régularités, que nos sciences se donnent pour objectif de mettre en évidence, celles-ci ne peuvent être aussi absolues que les lois de la physique, qui s'appliquent en tous points de l'univers et permettent d'effectuer des prédictions précises. Cela implique la nécessité d'observer sans relâche les activités sociales, par les moyens propres aux sciences humaines et sociales (étude de traces et d'archives, observation, entretiens, questionnaires) et d'affiner constamment ces outils en fonction des contextes spatio-temporels. Il est utile de faire appel aux mathématiques comme un outil d'analyse et non de construction de modèles prédictifs sur des postulats trop fragiles. L'un des objectifs de SMS est de développer avec les mathématiciens et informaticiens, un mode de coopération qui soit adapté aux spécificités des sciences humaines et sociales.

Réseaux, régulations, dispositifs, territoires : quatre concepts transversaux

L'accumulation depuis plus d'un siècle d'observations empiriques, de développements méthodologiques et d'élaborations théoriques a permis de faire émerger progressivement des connaissances solides, éprouvées, mais partielles. Parmi celles-ci, les chercheurs impliqués dans le LabeEx SMS ont acquis une expertise solide et une visibilité significative dans quatre façons complémentaires d'aborder les phénomènes sociaux. Les **réseaux** de relations entre des personnes ou des collectifs forment une structure fondamentale de la vie sociale qui interagit en permanence avec des **dispositifs** matériels et des **règles** ou normes qui permettent d'interagir et de se coordonner. Ces trois aspects de la vie sociale forment la base des structurations des mondes sociaux : ils permettent de passer du niveau des acteurs individuels et des interactions à des formes sociales plus complexes et plus vastes, que l'on peut concevoir comme des configurations associant ces trois types. On passe ainsi des entourages personnels « à portée de main » aux très grands réseaux de circulation des informations et des influences, des objets quotidiens aux mondes économiques et politiques dans lesquels ils s'enracinent, des règles locales des organisations aux lois et aux principes à visée universelle. Les **territoires** sont des cristallisations inscrites dans l'espace de ces configurations, qui peuvent aussi bien se situer à l'échelle de quartiers que de nations ou de régions du monde.

Réseaux

Même si les outils mathématiques d'analyse des réseaux (théorie des graphes, combinatoire, etc.) peuvent s'appliquer à des ensemble d'interactions ou à des ensembles de textes, la notion de réseau social implique en général de définir ce qu'est une relation dyadique qui émerge de la répétition des interactions entre deux personnes. Une telle relation

se traduit par une connaissance et un engagement réciproques, qui sont plus durables que les simples interactions et qui cadrent celles-ci. Chacune de ces relations est connectée à d'autres relations ; elles forment toutes ensemble un réseau qui raccorde chaque individu ou plus généralement chaque entité sociale à l'ensemble du monde social. Un réseau n'est donc pas un groupe social ou une organisation : ses membres n'ont en effet pas nécessairement conscience d'en faire partie. Un réseau n'a pas de mémoire, ni d'organisateur. C'est simplement un ensemble de relations sociales entre des individus ou entre des collectivités/organisations. Les études sur les réseaux sociaux fondées sur cette conception connaissent actuellement un grand développement au niveau international et l'« analyse des réseaux sociaux » est un domaine bien établi avec ses manuels (Degenne et Forsé, 2004), ses colloques et une communauté de spécialistes de plus en plus importante.

La concentration à Toulouse d'un nombre relativement élevé à l'échelle du territoire européen de spécialistes de l'analyse des réseaux sociaux en sociologie, histoire, économie, mathématiques et informatique a suscité en 2009 la création d'un groupe interdisciplinaire d'échange et de réflexion sur ce thème. Il compte actuellement environ 70 personnes, mais ne cesse de coaguler de nouvelles équipes et de nouveaux chantiers. Nous avons notamment développé des approches et des méthodes originales dans plusieurs domaines : 1) la formalisation de liens sociaux sur des données et dans des contextes historiques singuliers (Bertrand, 2002 ; Bonnet, Krings et Valenti, 2011 ; Hautefeuille et Jouve, 2010) ; 2) l'application de l'analyse des réseaux sociaux à l'étude des dynamiques des clusters économiques (Vicente, Balland, Brossard, 2010 ; Gay, 2008) ou à l'analyse des effets d'encastrement de l'activité économique dans les réseaux de relations interpersonnelles (Grossetti, 2008 ; Grossetti et Barthe, 2008 ; Grossetti et Bès, 2001) ; 3) l'analyse dynamique de réseaux personnels (de Federio, 2007, 2008 ; Grossetti, 2007) ; 4) les méthodes mixtes associant entretiens, construction de récits et quantification. (Grossetti, Barthe, Chauvac, 2011 ; Milard, 2010) ; 5) la simulation multi-agents adaptée à l'analyse des réseaux sociaux (Cazabet, Blanchard, Hanachi, 2010).

Dans le cadre du LabeEx SMS, les spécialistes des réseaux sociaux s'engageront dans plusieurs opérations empiriques structurantes : « TIC et réseaux » ; « Migration et réseaux » ; « Transformations des mondes productifs » ; « Transformation des formes du vieillissement » ; « Discours et pratiques politiques ». Ces opérations sont autant de chantiers empiriques et théoriques corrélés, en dialogue permanent, notamment par le biais d'ateliers méthodologiques communs.

Régulation

La notion de régulation repose sur l'idée selon laquelle les activités sociales comportent en permanence une dimension de production de règles et de normes qui cadrent en retour les activités. Ces règles et normes peuvent être des règles informelles élaborées dans des groupes de sociabilité ou des équipes de travail, des hiérarchies formelles, des lois et autres dispositifs juridiques. Les recherches proposées en matière de régulation explorent une contradiction. D'un côté, le cadrage politique effectué par les gouvernants en France et en Europe constitue une donnée essentielle autant par les comportements qu'il impulse que par les résistances individuelles et collectives à l'origine desquelles il se trouve. Il en résulte que ce cadrage est de plus en plus négocié et engendre des tensions entre acteurs collectifs et individus dans la production de l'organisation. D'où le programme de recherche sur « le Travail d'organisation » qui vise à approfondir les formes de régulations sociales qui se développent dans un contexte de précarité des univers organisés et de vulnérabilité des institutions (De Terssac, 2003 et

2011). Cette approche par les institutions est également conduite en insistant tant sur ce qui fait leur robustesse (droit, croyances, appuis bureaucratiques) que sur ce qui les transforme (phénomènes de désétatisation, crise de légitimité, etc.). Les travaux menés par les chercheurs rattachés à SMS sur le personnel administratif, les risques ou l'euro-péanisation de l'action publique se placent dans cette approche.

De l'autre côté, au travers de l'individualisation de l'action publique, l'individu devient comptable devant la société de normes à la construction desquelles il est explicitement associé. Cette tendance à ajouter l'auto-régulation à la réglementation autoritaire et bureaucratique, en laissant aux individus une plus large autonomie d'action et de décision, conduit à accorder une place croissante aux processus de *régulation par le bas* de l'action collective. D'où également des recherches interrogeant l'action publique dans cette perspective, c'est-à-dire attentive aux modalités concrètes, tant juridiques que sociopolitiques, de réception des produits politiques par les profanes (Thoemmes, 2010 ; Fromentin, Wojcik, 2008 ; Zelem, 2010 a), de mise en œuvre territoriale des programmes (Pasquier, Simoulin, Weisbein, 2007), notamment des normes impulsées par l'UE (Pasquier, Weisbein, 2004 ; Baisnée, Pasquier, 2007 ; Raimbault, 2006). Les travaux dans les domaines de la gestion de l'eau, de l'agri-environnement (Salles, 2006 ; Busca, 2010) ou de la maîtrise de la demande d'énergie (Zelem 2010 b), de l'éducation, ou de la régulation des rapports entre les groupes sociaux sexués, se confrontent ici à la question de l'évaluation de l'efficacité de ces processus de régulation.

Les dispositifs de normalisation environnementale, les instruments de gestion de certaines crises comme les marées noires (Itçaina, Weisbein, 2011), les politiques publiques en matière d'alimentation (Poulain, 2009) ou d'éducation (ANR en cours dirigée par P. Raimbault et V. Larrosa), le processus d'écologisation correspondent ainsi parmi d'autres à de nouvelles formes de régulation qui se développent à la marge ou aux interstices des régulations institutionnelles classiques. Parallèlement, les modifications affectant l'administration en France, que ce soit au niveau de son personnel ou sur le plan des modalités d'exercice de leurs tâches (Eymeri, Dreyfus, 2006 ; Eymeri-Douzans, Pierre, 2010 ; Tanguy, 2010), donnent à voir une puissance publique plus complexe, plus poreuse à son environnement social et encore plus hétérogène qu'auparavant.

Ces objectifs scientifiques seront présents dans toutes les opérations proposées dans le cadre de SMS. Ils le seront plus encore pour les opérations 3 (structurations du monde scientifique), 5 (les nouvelles formes du vieillissement) et 6 (analyses historiques de réseaux sociaux dans leurs rapports avec les structures de pouvoir). Les approches par les réseaux, les territoires, les dispositifs et objets et celle de la régulation apparaissent de fait ici comme complémentaires, puisque c'est leur combinaison qui permet de saisir la réalité sociale et de l'analyser.

Dispositifs

Sous l'impulsion en particulier de la sociologie des sciences et des techniques, les sciences humaines et sociales ont donné dans les dernières décennies de plus en plus de place aux dispositifs matériels qui équipent et cadrent l'activité sociale, et qui constituent l'objet de la troisième approche. Les chercheurs impliqués dans le projet ont en particulier acquis une forte expertise sur le thème des médiations marchandes, sur les objets cadrant les transactions économiques (emballages, objets publicitaires, organisation matérielle des échanges), ainsi que sur l'extension aux organisations de principes des médiations marchandes (relations clients-fournisseurs, certification qualité, gestion des risques...) et leur équipement par le biais de

diverses techniques et systèmes techniques - des démarches qualité, de gestion des risques, de développement fournisseur, aux ERP (*enterprise resource planning*) avec *workflow*, GED (gestion électronique de documents), bases de données partagées, interopérabilité des logiciels et artefacts... Ils ont aussi développé très précocement des recherches sur la communication électronique et ses usages, ou encore s'intéressent à l'évolution des interactions sociales engendrées par des formes d'habitat incorporant des dispositifs techniques.

Les travaux de sociologie des techniques initiés dès les années 80 par B. Latour, M. Callon, M. Akrich ou J. Law ont permis de réintroduire les objets techniques comme intrinsèquement et étroitement parties prenantes des interactions sociales, à la fois agis et agissant dans les pratiques et les relations interpersonnelles ou inter-organisationnelles. Au-delà, une des caractéristiques fondamentales des sociétés contemporaines tient au développement de « systèmes experts » participant aux processus de délocalisation/relocalisation sur lesquels prend notamment appui la mondialisation des économies et des échanges (Giddens, 1994). La mobilisation de tels systèmes experts requiert qu'une confiance « suffisante » soit établie dans la « validité de systèmes abstraits » (*ibid.*, p 41), que viennent rendre présents et acceptables des « points d'accès » humains ou non humains². Simondon, identifiant ce qu'il désigne comme « les grandes espèces de réalités techniques », a également ouvert la voie au questionnement contemporain sur les dispositifs en considérant la façon dont les machines prennent la forme de réseaux techniques par lesquels « la continuité entre le centre de production et les points d'utilisation se maintient à travers l'espace et à travers le temps » (2005, p 100). Il nous invite à interroger la façon dont « en prenant la dimension des réseaux, la réalité technique retourne en fin d'évolution vers le milieu qu'elle modifie et structure (ou plutôt texture) en tenant compte de ses lignes générales » (*ibid.*, p101). L'agentivité des dispositifs matériels doit être interrogée dans cette évolution d'ensemble en tant que constituant et constituée des processus de structurations des mondes sociaux. En même temps il s'agit d'étudier les configurations spécifiques par lesquels ces dispositifs matériels équipent et cadrent l'activité sociale, et dont cette activité met en forme les agencements. Un tel questionnement suppose de dépasser le traditionnel clivage, porté par l'appréhension essentialiste de la technique, entre activités de conception, qui seraient du seul ressort des sciences de l'ingénieur, informatiques ou du design, et sciences humaines et sociales (Feenberg, 2004). Les collaborations que les chercheurs parties prenantes de cette approche ont développées avec des chercheurs des domaines de recherche précités constituent un socle important dans cette perspective qui consiste à interroger les dispositifs comme processus interactifs de conception, de déploiement, et d'usages. À une échelle plus large, les collaborations étroites et suivies tant au plan national qu'international³ permettent de configurer une dynamique de recherche à la fois fortement ancrée localement et clairement inscrite dans les avancées de la recherche des diverses disciplines mobilisées.

Dans le cadre du LabeEx SMS, les spécialistes des dispositifs seront mobilisés dans plusieurs opérations structurantes, notamment : « TIC et réseaux », « artefacts techniques » et « transformation des mondes productifs ».

Territoires

² Des personnels de bord qui accueillent les passagers dans un avion aux divers conditionnements attestant de l'origine des produits mis en vente...

³ Cf. leur mention plus détaillée dans les opérations structurantes articulées sur cette approche.

La quatrième approche, est centrée sur les « territoires ». En Français, la notion renvoie, le plus couramment, à l'idée d'un agencement spatial de ressources matérielles et symboliques propre à structurer les conditions pratiques d'existence d'un individu ou d'un collectif social et d'informer en retour cet individu ou ce collectif sur sa propre identité » (Debarbieux et de Bernardy, 2003). En ce sens elle incorpore tout autant la notion de « territory » et celle de « place » dans d'autres contextes épistémiques. L'entrée par le « territoire » est pertinente dans les recherches toulousaines en géographie humaine et aménagement, qui se sont développées dans un dialogue étroit avec la sociologie et l'économie. La notion de territoire permet en effet d'aborder les phénomènes spatiaux en faisant ressortir leur intrication avec les activités sociales et politiques (Jaillet, 2009), notamment les processus socio-urbains ainsi que les relations croisées entre formes évolutives du cadre de vie et de l'habitat, modes d'habiter et régulation publique. Les particularités et le succès économique de Toulouse a permis de développer une expertise sur les systèmes industriels locaux fondés sur l'innovation, notamment par l'identification de l'émergence de clusters économiques qui ne sont plus fondés sur une spécialisation par produit, mais sur la concentration d'un type de compétence technique (Grossetti, Zuliani, Guillaume, 2006). Durant la dernière décennie, les chercheurs toulousains ont investi des terrains répartis dans le monde entier (Pliez, 2003, Peyroux, 2010, Rouyer, 2010 Haoues-Jouve, 2011 par exemple), et développé en des recherches originales sur les mobilités et les migrations, thème sur lequel ils sont reconnus internationalement, en particulier à travers la notion de « territoire circulaire » développée par Alain Tarrus (2002) et des travaux sur les circulations économiques les plus contemporaines (Pliez, 2010). Les chercheurs de SMS ont en outre développé une expertise importante des méthodes de l'analyse spatiale à partir de grandes bases de données géolocalisées.

1. VERSIONS DEVELOPPEES DES OPERATIONS DE RECHERCHE ET DES ATELIERS

Figurent ici les opérations de recherche qui seront engagées lors des deux premières années, soit sous forme d'opération structurante, soit sous forme de prédéfinition.

1. TIC et réseaux sociaux : évolution des réseaux personnels et des pratiques relationnelles en lien avec le développement des dispositifs de communication (animateurs : Michel Grossetti, Emmanuel Eveno)

« Que font les réseaux sociaux aux réseaux sociaux ? » Telle pourrait-être résumée de façon un peu caricaturale la question qui est au centre de ce projet. En effet, l'expression « réseau social » peut selon les contextes désigner soit des ensembles de relations entre des personnes ou des organisations, reconstitués par des chercheurs en sciences sociales (Degenne et Forsé, 2004), soit des supports de sociabilité comme Facebook, LinkedIn, Viadeo, etc. L'accumulation des études suggère que les caractéristiques des réseaux personnels sont relativement stables dans le temps et dans l'espace. On note simplement que la vie dans les grandes métropoles semble favoriser des relations plus ségréguées et des réseaux moins denses que ceux que l'on observe dans des environnements ruraux. Les interactions au cours desquelles les relations se créent, se développent, et se transforment, ou se rompent, impliquent des usages plus ou moins larges de dispositifs de communication : courrier postal, téléphones, Internet. On estime en général que l'apparition du téléphone ne s'est pas accompagnée de grandes transformations des réseaux personnels. En revanche, l'apparition des dispositifs électroniques de

communication a suscité des questions sur l'évolution des relations et des réseaux (Wellman, 2001). Certaines questions n'ont toujours de réponse claire : les liens constitués « en ligne » sont-ils différents des liens « ordinaires » analysés jusqu'à présent par les études de réseaux sociaux ? L'existence des moyens de communication électronique influe-t-elle sur taille et la structure des réseaux personnels ? Influe-t-elle sur le type de relation (plus de liens entre personnes ayant de fortes similarités sociales par exemple) ? Sur leur répartition dans l'espace ? Sur les relations de travail ?

Pour répondre à ces questions, cette opération de recherche comprendra :

1. Des enquêtes quantitatives ou mixtes avec le souci de la comparaison avec des enquêtes passées : suivi panel de Caen (suivi longitudinal de 80 personnes débuté en 1995 à leurs 18 ans) (en collaboration avec Claire Bidart et Alain Degenne) ; réplique d'une enquête conduite dans la région de Toulouse en 2001 (400 enquêtés) ; une grande enquête originale plus massive (3000 personnes) avec un questionnaire plus concis.

2. Des enquêtes par observations et entretiens sur des populations spécifiques (personnes vivant en milieu rural, personnes en mobilité géographique, étudiants Erasmus, personnes sans domicile fixe), des dispositifs d'interaction (sites de rencontre par exemple) ou des situations spécifiques (contexte de travail, mouvements sociaux).

3. Des analyses de traces électroniques : captures d'écran ; données extraites du web, notamment à partir de dispositifs de sociabilité, utilisés en contexte privé ou professionnel.

Principaux participants : Marie-Pierre Bès (MCF), Johann Chaulet (CR CNRS), Caroline Datchary (MCF), Ainhoa de Federico (MCF), Emmanuel Eveno (PR), Michel Grossetti (DR CNRS), Béatrice Milard (MCF), Mathieu Vidal (MCF), Anne Mayère (PR), Isabelle Bazet (MCF), Sylvie Bourdin (MCF), Bruno David (MCF), Angélique Roux (MCF), Roland Canu (MCF).

Collaborations prévues : Claire Bidart (LEST, Aix en Provence) ; Alain Degenne (CNRS, Caen) ; Alexis Ferrand (PR, Paris) ; Bernard Conein (PR, Paris) ; José-Luis Molina (Université Autonome de Barcelone), Miranda Lubbers (Université Autonome de Barcelone) ; Isidro Maya Jarriego (Université de Séville), Jean Luc Bouillon (Université Versailles Saint Quentin).

2. Migrations et réseaux (Animateur : Olivier Pliez, Chantal Bordes-Benayoun, Alain Tarrus)

« L'étranger », les formes diasporiques et les mobilités inter ou trans-nationales des personnes continuent à interroger les États-nations, travaillés dans leurs frontières et leurs identités. Le constat est cependant assez largement partagé qu'aucune de ces dimensions ne semble suffire à elle seule à restituer de manière convaincante les contours labiles des migrations contemporaines dans un contexte de mondialisation.

Le présent projet se présente comme une plateforme d'échanges empiriques et méthodologiques à l'intersection des recherches sur les migrations et les réseaux. La diversité croissante des situations de migrants, des trajets et des stratégies migratoires (installations, passages, circulations, intégrations...) mais aussi la pluralité des fabriques, pratiques, représentations, et appropriations spatiales à différentes échelles, depuis celle de la rue, des quartiers jusqu'à celle des métropoles occulte souvent des situations (apparemment)

désordonnées que l'entrée par les méthodes des recherches sur les réseaux peuvent éclairer. La polysémie du terme réseaux conduit à en retenir deux acceptions principales. On distinguera d'un côté les réseaux sociaux, de personnes, comme assemblages de relations interpersonnelles, dont certaines sont cadrées, voire générées, par des inscriptions dans des collectifs de toutes sortes (familles, organisations, collectifs fondés sur une origine géographique, une langue, une confession communes...), et d'un autre côté des réseaux spatiaux, qui sont faits de lieux et de "chemins" plus ou moins faciles à emprunter, émergent des pratiques de mobilités des personnes, des politiques publiques qui les suscitent ou les contraignent et des systèmes de transport qui en forment l'ossature.

Plusieurs combinaisons peuvent alors être envisagées afin de saisir la dimension réticulaire de mobilités humaines aussi dissemblables dans leurs temporalités et leurs espaces que celles des migrants, des étudiants, des commerçants transnationaux ou des diasporas. Lorsque les réseaux de lieux paraissent stables, les relations interpersonnelles semblent être d'un poids déterminant dans le fait d'emprunter certains chemins plutôt que d'autres, réussir certains passages. Or, dans les contextes d'allongement de la durée des transits migratoires que suscite la généralisation du contrôle des circulations inter ou transnationales, l'ouverture et la fermeture des routes qui les accompagnent, ces réseaux sociaux se transforment au fil des espaces traversés ou vécus. Cependant les mouvements migratoires évoquent généralement une définition dynamique des assemblages et des réassemblages de lieux au sein de configurations territoriales changeantes. On peut alors s'intéresser à la façon dont les réseaux de personnes tracent des chemins qui, par l'ouverture de destinations, la répétition et la densification des circulations, l'émergence de formes d'organisation (les "passeurs" et autres personnes ressources) fondées sur la confiance et la réputation, deviennent des liens plus forts entre les lieux concernés et leur fait prendre place dans le réseau global des chemins.

La démarche partagée par les chercheurs impliqués dans ce projet se caractérise par l'importance accordée à la mobilité des parcours aussi bien qu'à la nécessaire mobilité du regard que les chercheurs sont tenus aujourd'hui de porter sur des objets aux frontières mouvantes. Elle implique de nuancer les métaphores de la liquidité (Beck, 2006) et de rehausser l'importance des ancrages sociaux et spatiaux par un fort engagement sur le terrain, des enquêtes extensives, des innovations méthodologiques imposées par cette mobilité incessante des personnes et une indispensable ouverture interdisciplinaire sur des terrains situés tant au Nord qu'au Sud.

Pour aborder les transformations sociales, urbaines, économiques et symboliques qui permettent de lier migrations et réseaux sociaux, nous indiquons plusieurs thèmes à même de pouvoir rassembler nos compétences en termes de lectures sociales et spatiales des processus observés autour de recherches et les programmes en cours et prévus.

Ainsi, le sous-projet "atlas dynamique des mondes transnationaux" porte sur la généralisation des importations de produits estampillés Made in China porte à une échelle globale des pratiques de l'échange nées dans le sillage des crises post-fordistes des années 1970-1980, à l'initiative de petits entrepreneurs migrants des communautés transnationales liant un « ici » (les Nord attractifs) à un « là-bas » (les Suds dominés), celui des latino-américains aux États-Unis (Alejandro Portes), des Maghrébins dans l'UE (Alain Tarrius) ou aujourd'hui des Chinois en Afrique.

Les réseaux sociaux se sont consolidés qui font et animent les réseaux globaux de l'échange, ont appris à les reconfigurer afin qu'ils se pérennisent et s'adaptent à des conjonctures changeantes. Ces échanges s'inscrivent depuis les années 2000 dans un contexte de

néolibéralisation, de mobilités accrues des personnes et de fluidité croissante des modalités de l'échange économique. La conjoncture mondiale marquée par des événements récents comme les révoltes arabes et la crise financière sont des moments déterminants afin d'observer les redéploiements opérés par des réseaux d'acteurs qui les animent des marchés ruraux ou des quartiers des villes au grands centres d'approvisionnement mondiaux.

Nous appréhenderons cette mutation en observant dans différentes régions du monde (Algérie, Brésil, Chine, France, Sénégal) la manière dont le réseau de places marchandes, généralement informelles dans leur émergence, sont insérées dans les espaces urbains au sein desquels elles prennent un rôle croissant. Comment mesurer et cartographier leur emprise spatiale ? Leur poids économique local ou régional ? Des modèles de marchés transnationaux ne se dessinent-ils pas ? Ils tendent à devenir des enjeux de premier plan des gouvernances urbaines qui conduisent pouvoirs publics et acteurs de la sphère économique à construire une nouvelle image de villes qui ne peuvent plus être pensées sans tenir compte des effets de la mondialisation.

3. Structurations du monde scientifique (animateurs : Denis Eckert, Michel Grossetti, Corinne Bonnet)

Le monde scientifique présente la particularité de produire des traces abondantes de ses activités dans le système de publication et plus récemment dans les sites internet des laboratoires et des chercheurs. D'un certain point de vue, le monde scientifique est une sphère d'activité sur la quelle peuvent être testées une grande partie des approches développées par les chercheurs de SMS. Il s'agit aussi d'un monde social spécifique, étudié en tant que tel par une partie des équipes impliquées dans le projet (par exemple, Grossetti et Losego, 2003 et Bonnet, Krings et Valenti, 2011. Nous l'aborderons sous les angles complémentaires des réseaux et des territoires, à partir de données déjà en grande partie constituées.

Les réseaux scientifiques oscillent entre coopération et compétitivité ; ils fonctionnent comme un laboratoire scientifique virtuel, où l'on teste ses idées et ses hypothèses, mais ils constituent aussi un espace de structuration, de régulation, de hiérarchisation, voire d'exclusion, dans la mesure où s'y déploie la capacité de valider, entre pairs, les pratiques et des produits scientifiques. La reconstruction et l'analyse des réseaux intellectuels a donc vocation à repérer des « territoires » personnels et collectifs. Selon les contextes et les périodes, les réseaux scientifiques peuvent être reconstitués sur la base des correspondances entre chercheurs, des citations, ou les co-écritures d'articles recensés par les bases de données bibliographiques (Web of Science, Scopus, etc.), la participation à des projets communs. Le projet vise à confronter les analyses de réseaux scientifiques portant sur des domaines de recherche différents, incluant les sciences sociales, et des périodes différentes. Il s'appuiera pour une partie historique sur des données historiques concernant les antiquaires du Midi (de Bordeaux à Lyon, de Perpignan à Nice), c'est-à-dire les érudits ou collectionneurs s'intéressant aux antiquités entre le xv^e et le xix^e siècle et les historiens de Antiquité entre la fin du XVIII^e et le début du XIX^e, à partir de plusieurs fonds d'archives de savants (Franz Cumont, Ulrich von Wilamowitz Moellendorff, les antiquisants nazis et fascistes, les réseaux d'antiquisants maghrébins ou travaillant sur le Maghreb). Pour des analyses plus contemporaines, le projet mobilisera les sources bibliométriques, dont les chercheurs du projet ont une bonne expérience, associées à des études de terrain sur les pratiques de citations. L'objectif commun est de comprendre comment interagissent de façon dynamique les structures de réseaux et les contenus scientifiques.

A partir des mêmes sources de données, les chercheurs de SMS sont engagés avec d'autres équipes dans l'élaboration d'une géographie des activités scientifiques. Il s'agit d'étudier les logiques spatiales actuelles de l'activité scientifique au niveau local (villes, régions), national et international, en les articulant à une analyse historique de la construction des institutions scientifiques et de leur déploiement dans l'espace durant les deux derniers siècles. Les processus actuels de mondialisation des activités et des échanges scientifiques s'appuient en effet sur des espaces nationaux façonnés par une longue suite de politiques publiques et de logiques sociales, espaces qui sont eux-mêmes en transformation (croissance et déconcentration spatiale des institutions d'enseignement supérieur et de recherche, politiques de restructuration, intégration dans des espaces politiques transnationaux de coopération tels que l'Union Européenne). Quelles sont les évolutions des « cartes » scientifiques, comment s'opèrent les équilibres entre les différents espaces et quelles tensions ces équilibres révèlent-ils ? Pour cet aspect du projet, les chercheurs s'appuieront sur un travail déjà effectué dans le cadre d'un projet en cours financé par l'ANR de géocodage des publications scientifiques et de reconstitution d'« agglomérations scientifiques ». Le croisement des analyses de réseaux et d'analyses spatiales permettra une compréhension renouvelée des activités scientifiques dans des contextes de mondialisation différents (de la « République des Lettres » à Internet).

Participants : Jacques Alexandropoulos (PR), Anthony Andurand (jeune Docteur), Marie-Pierre Bès (MCF), Corinne Bonnet (PR, IUF), Johann Chapoutot (membre associé, Grenoble, IUF), Denis Eckert (DR CNRS), Annick Fenet (membre associé, Société Asiatique), Philippe Foro (MCF), Michel Grossetti (DR CNRS), Laurent Jégou (IE), Véronique Krings (MCF), Béatrice Milard (MCF), Pascal Payen (PR), Grégory Reimond (membre associé), Sarah Rey (post-doc Münster), Aurélie Rodes (Doctorante), Mariette Sibertin-Blanc (MCF), Catherine Valenti (MCF).

Collaborations : Academia Belgica, Rome (archives Franz Cumont)

École française de Rome ; Académie des Inscriptions et Belles-Lettres

Stanford University (projet « Mapping the Republic of Letters »)

4. Transformation des mondes productifs

(Animateurs : Pierre Triboulet / Danièle Galliano / Jean-Marc Olivier / Jean-Marc Zuliani / Jérôme Vicente / Olivier Brossard / Joaquin Haas)

L'activité économique s'organise autour de mondes productifs, c'est-à-dire de regroupements de personnes et d'organisations qui ont en commun des types d'activités, des relations sociales et des réseaux sociaux spécifiques, des dispositifs techniques, et des formes de régulation. Ces mondes associent toujours des logiques de concurrence et des logiques de coopération, le long de réseaux de relations souvent durables. Ils ne sont pas étanches, s'interpénètrent et se recouvrent en tous sens. Ils ne sont pas non plus statiques, ils évoluent, se recomposent en permanence, et présentent des propriétés différenciées de résilience.

L'opération « transformations des mondes productifs » vise à associer des compétences d'économistes, de géographes, de sociologues et d'historiens pour approfondir la connaissance des mécanismes d'interactions et de structuration des réseaux et des collectifs qui gouvernent les dynamiques d'innovation. Les chercheurs mobilisés dans cette opération bénéficient de plusieurs expériences de travail en commun acquises au travers de projets de recherche, de groupes de travail et d'organisation de séminaires. Les recherches qui seront développées dans le cadre de SMS s'appuient sur les acquis des précédents travaux largement

diffusés aujourd'hui et menés dans le cadre de divers programmes et échanges internationaux⁴.

Une première opération sera lancée avec l'acquisition et l'analyse d'une base de données des programmes européens sur la téléphonie mobile de 1986 à nos jours. Cette base contient l'ensemble des données de relations et de localisation sur l'ensemble de la période. Elle permettra d'étudier la façon dont évolue la géographie économique dans ce domaine technologique en focalisant sur les capacités de résilience des clusters au regard du cycle de vie des standards technologiques. Cette approche sera ensuite étendue à d'autres domaines technologiques, en particulier l'aéronautique et l'agroalimentaire.

La deuxième opération portera sur l'analyse des collaborations science-industrie en lien avec la politique des pôles de compétitivité. Nous disposons d'une base de données de l'ensemble des projets de recherche (FUI et ANR) financés ou soutenus par les 71 pôles de compétitivité français entre 2005 et 2010. L'objectif est d'analyser la structuration des réseaux de collaboration et leur évolution afin de déterminer en quoi les frontières géographiques et/ou sectorielles des pôles constituent des niveaux pertinents pour asseoir le développement de systèmes localisés innovants. L'analyse sera complétée par des études plus qualitatives par entretiens auprès d'un échantillon de pôles, notamment ceux présents en région Midi-Pyrénées.

Une troisième opération prendra pour objet l'influence des réseaux sociaux et de l'environnement spatial sur les processus d'innovation des firmes, et notamment des firmes agro-alimentaires. Elle visera à approfondir l'analyse du rôle des externalités spatiales appréhendées à partir de la dichotomie classique entre externalités de spécialisation de type MAR et externalités de diversification de type Jacobs. Le travail mobilisera l'enquête communautaire sur l'innovation disponible tous les 2 ans en France et différentes enquêtes et bases de données permettant de qualifier la structure réticulaire et spatiale de la firme d'une part et la structuration industrielle des espaces d'autre part.

Deux autres opérations enfin s'intéresseront au développement de base de données et d'analyses de réseaux dans le secteur de l'aéronautique. La première se focalisera sur l'articulation des logiques de spécialisation et de transversalité des compétences dans la formation des réseaux de production et d'innovation dans le monde aéronautique. L'analyse de l'évolution des réseaux permettra de montrer sur le temps long comment l'ancrage territorial des dynamiques industrielles sectorielles peut coexister avec des formes de redéployabilité des compétences vers d'autres domaines technologiques, d'autres marchés et domaines d'application (les systèmes embarqués retiendront notre attention dans ce programme). L'analyse de ces tensions entre spécialisation et transversalité s'appuiera sur la prise en compte des environnements urbains en termes de services (KIBS : Knowledge intensive Business Services) et de compétences techno-scientifiques. La seconde portera sur une dimension plus micro-économique, en faisant empiriquement émerger de la construction des réseaux sociaux le volet « ressources humaines ». Le bénéfice que retirent les organisations de leur encastrement dans des réseaux productifs, en terme d'accessibilité aux connaissances externes notamment, passe par le rôle que jouent des acteurs particuliers. Les analyses empiriques, s'appuyant sur la construction d'un échantillon de PME/PMI du secteur de l'aéronautique, viseront à identifier au sein des réseaux personnels et productifs les

⁴ Voir en bibliographie les travaux de Jean-Marc Olivier, Jérôme Vicente, Olivier Brossard, Danièle Galliano, Pierre Triboulet, Michel Grossetti, Jean-Marc Zuliani et Joachim Haas.

technology gatekeepers et knowledge brokers qui à la fois structurent la diffusion des connaissances et permettent aux organisations d'accroître leurs capacités d'absorption.

Enfin, les savoirs développés sur les dynamiques structurelles et géographiques des réseaux permettront de questionner et d'éclairer les politiques d'innovation, aujourd'hui fondées sur le « tout réseau ».

5. Les nouvelles formes du vieillissement (Animatrices : Monique Membrado, Alice Rouyer)

Les données existantes sur les populations âgées (tant quantitatives que qualitatives) permettent de saisir une photographie de catégories d'âge dans un temps T. Par exemple, on connaît le nombre de personnes à domicile à 85 ans, on peut connaître leur état de santé, leur réseau familial, leurs expériences du vieillir, leurs rapports aux dispositifs de soin, etc.

Cependant, on sait peu de choses sur ce qu'elles étaient à 65 ans et sur les conditions qui ont fait qu'elles sont encore en vie et encore pour certaines en très bonne santé, sur ce qu'elles deviendront. Des projections sont possibles et se font notamment sur la proportion des « dépendants », sur le nombre des « aidants » potentiels (INED), mais il manque des données sur des suivis plus fins qui pourraient mieux saisir le sens des évolutions.

La sociologie du « grand âge » analyse le vieillissement comme un processus et comme une série de transitions tant biographiques que relationnelles qui traversent et donnent du sens à cette dernière partie du parcours de vie. Elle met en avant notamment l'absence de linéarité dans ces parcours et leur hétérogénéité. On sait par exemple que, même si l'espérance de vie sans incapacité augmente dans les tranches d'âge les plus élevées, les inégalités sociales et de genre persistent.

L'analyse de ces transitions et de ces situations serait enrichie par des suivis longitudinaux. L'intérêt de cette méthode est d'une part d'éviter l'écueil de la fixation de catégories d'âge (les séniors, le 3^{ème} âge, le 4^{ème} âge etc.), d'en rendre sensible les limites.. D'autre part de saisir des évolutions dans une même cohorte (une même génération suivie sur une durée assez longue), ce qui permettrait d'obtenir des données sur les caractéristiques sociales d'une génération particulière et ses évolutions. (Pour exemple, une enquête épidémiologique menée à Toulouse (INSERM), auprès d'un échantillon de personnes âgées de 75 ans a montré que 5 ans plus tard, parmi les personnes décédées, se trouvaient celles qui avaient exprimé un sentiment d'inutilité). Prenons l'exemple des baby-boomers. Cette génération qui a connu des changements sur le plan de la qualité de vie, des acquis sociaux, des transformations familiales, des valeurs sociales (montée en valeur de l'autonomie)...comment va-t-elle vieillir ? On peut penser qu'elle peut faire évoluer le rapport à et le regard sur la vieillesse, qu'elle aura d'autres pratiques de solidarité, d'autres usages des dispositifs de soins (familiaux comme professionnels ou institutionnels), mais est-elle aussi homogène qu'on le pense ? Modifiera-t-elle ses comportements autant qu'on l'imagine ? Ces études devraient permettre, en contribuant à la connaissance des parcours de vie, à travers certaines dimensions à identifier, d'une part d'enrichir les savoirs sur la life course, méthode déjà en partie mis en œuvre par certains travaux (américains notamment), d'autre part à rendre plus pertinents et plus en adéquation avec la demande, les choix en matière de politiques vieillesse par exemple.

Des recherches ont été pionnières dans le domaine (celles de F Cribier sur les parcours résidentiels de deux cohortes de retraités parisiens et sur les fins de vie ; celle de C Lalive d'Epinau sur des personnes de 80 à 84 ans suivies sur 5 ans- (enquête Swilsoo). Nous

proposons de suivre deux cohortes de personnes âgées, l'une de 60 à 65 ans, l'autre de 75-85. Cela permettra de les comparer sur plusieurs points : état de santé, réseau social (dont familial), activités, pratiques résidentielles, rapports aux dispositifs de soins...une même cohorte de 65 ans (hommes et femmes) au moment de l'enquête et les suivre sur 5 ou 10 ans (échantillon CNAV, accès par internet...).

6. Analyses historiques de réseaux sociaux dans leurs rapports avec les structures de pouvoir (Animateurs : Michel Bertrand et Florent Hautefeuille)

Depuis une vingtaine d'années, l'application des analyses de réseaux en histoire a contribué à un profond renouvellement dans la reconstruction du social, ce dont témoigne le dossier de la revue *Redes* (Ref., à paraître en décembre). Dans ce domaine, les travaux des historiens toulousains ont apporté une contribution significative à ce renouvellement, qu'il s'agisse des recherches de F. Hautefeuille sur la reconstitution des liens sociaux dans le cadre d'une société seigneuriale correspondant à une vaste région rurale du XIII^{ème} au XV^{ème} siècle (ANR Graphcomp en collaboration avec l'Institut de Mathématique de Toulouse, <http://graphcomp.univ-tlse2.fr/>) du XIII^{ème} au XV^{ème} siècle ou de celles de M. Bertrand qui étudie les systèmes relationnels construits à l'échelle impériale par les élites politiques et administratives espagnoles des 17^{ème} et 18^{ème} siècles (recherches menées dans le cadre du réseau PAPE piloté par JP Dedieu, LARHA, CNRS-Lyon et auquel il collabore depuis les débuts du projet). C'est dans le prolongement de ces travaux dont les résultats ont donné lieu à de nombreuses publications que cet atelier se propose de travailler.

La question des modalités de l'exercice du pouvoir dans les sociétés passées reste une interrogation centrale dans les questionnements historiques. Après avoir longtemps limité cette réflexion à l'étude des hommes (et parfois des femmes) placés en situation d'exercice du pouvoir, l'histoire sociale a progressivement opté pour une étude des structures de pouvoir en délaissant l'approche centrée sur les rois ou leurs proches conseillers (comme modèle de cette véritable révolution épistémologique, on peut citer le livre référence de M. Bloch, *la société féodale*, 1939). Cette insistance nouvelle sur les structures sociales a permis un renouvellement historiographique profond qui atteint son apogée dans les années 60 et 70. A cette date, dans le droit fil des réflexions critiques formulées notamment par M. Foucault et indépendamment du débat très vif auquel donne lieu, en France, cette approche structurale que certains assimilèrent au triomphe d'une analyse marxiste appliqué à des sociétés précapitalistes au risque de commettre un anachronisme majeur (débat Mousnier/Labrousse), une progressive prise de conscience des rigidités induites par l'analyse du social à partir des seules structures a favorisé un retour vers les acteurs sociaux comme prisme d'analyse du social. S'écartant de l'approche structuraliste, l'étude des relations sociales en rapport avec l'exercice du pouvoir s'en est trouvée profondément renouvelée avec la remise en cause, à partir des années 1980, des paradigmes jusqu'alors dominants (HSS, 1989). Cette réorientation des recherches sur les modalités de fonctionnement d'une société donnée s'est tout spécialement traduite par une attention portée aux articulations entre macro et micro ou, pour reprendre une expression aujourd'hui consacrée, en recourant au « jeu d'échelles » comme instrument d'observation du social (Lepetit, 1996 ; Revel, 1997). Dans le même temps et dans le prolongement de la réorientation antérieure, l'on s'est attaché à réfléchir sur l'ordre social à travers la combinaison entre structures et pratiques sociales, en mobilisant notamment les apports théoriques de la sociologie de l'action et de la théorie de l'acteur (Boltanski et Thévenot, 1991). C'est dans le

droit fil de ce renouvellement de l'approche du social que les historiens « découvrent » l'intérêt de l'outil réseaux dont l'application tend à se banaliser à compter des années 90.

Dans ce contexte épistémologique renouvelé, des historiens toulousains se sont intéressés aux analyses de réseaux en vue de l'appliquer à leur propre domaine de recherche. Qu'il s'agisse des sociétés médiévale ou moderne du sud-ouest français, de Venise ou du monde des élites de la monarchie hispanique, les questions posées peuvent s'entendre de la manière suivante :

* Dans la longue durée, sur quoi repose l'exercice du pouvoir dans les sociétés d'Ancien Régime considérées, à savoir celles du monde méditerranéen occidental ? Y aurait-il ici une quelconque spécificité méditerranéenne servant à fonder et à légitimer cet exercice du pouvoir ? Quelles modifications induit l'affirmation d'une structure étatique ? Du XIII^{ème} au XVIII^{ème} siècle, le processus de « construction de l'Etat moderne » interfère inévitablement sur ces questions de l'accès au pouvoir et de son exercice. C'est donc la proposition de « revisiter » cette question traditionnelle de l'historiographie médiévale et moderne à partir de l'analyse des réseaux qui est ici formulée.

* Le pouvoir s'exerce d'abord sur des hommes, à savoir pour l'époque considérée d'abord un monde rural. Dans ce cadre, comment se structure la société paysanne de la fin du Moyen Age ? L'historiographie récente tend à s'éloigner des modèles trifonctionnels classiques et met en avant des schémas de fonctionnement complexe au sein même du monde de la paysannerie. Peut-on envisager d'autres formes de modèles organisationnels, basés sur des hiérarchies et de relations sociales répondant à d'autres cohérences ? L'idée déjà développée de logique de réseaux sociaux par agglomérats de « petits mondes » très fortement connectés reliés entre eux par des « individus-relais » permet d'entrevoir d'autres formes d'organisations. Demeurent cependant encore de fortes incertitudes sur la logique de constitution de ces petits mondes, sur les facteurs qui poussent à leur mise en place (familiaux, économiques, juridiques...), et sur leur évolution dans le temps.

*Le problème de la dynamique des réseaux sociaux est de ce fait au cœur du questionnement sur le monde paysan de la fin du Moyen Age, période de fort bouleversement économique, social et démographique. Au delà des individus, comment subsiste la structure des réseaux, lorsque, par exemple une population est renouvelée aux 2/3 par l'effet des mortalités ou des phénomènes migratoires ? Comment la disparition du servage se traduit-elle dans l'organisation sociale globale ? De la même manière il serait intéressant de tenter de comprendre les liens entre des réorganisations de terroirs agricoles (par exemple lors de la désertion de village, phénomène massif à l'échelle européenne au XIV^o s.) et les reconfigurations de réseaux sociaux à la même période. Ces questions amènent des transversalités disciplinaires avec l'archéologie, tant pour les problèmes de peuplement que pour ceux de démographie historique (collaboration envisagée avec le laboratoire d'Anthropologie moléculaire et Imagerie de Synthèse –AMIS, UMR 5288).

* A partir du cas vénitien entre la fin du Moyen Age et le début de l'époque moderne, il s'agira également de poser la question de l'exercice du pouvoir dans les sociétés urbaines méditerranéennes. L'enquête vise à analyser les relations de pouvoir "par le bas", et l'exercice du pouvoir à l'échelle quotidienne. En effet, si les patriciens et les citoyens étaient en charge des institutions, siégeaient dans les conseils et étaient les seuls dépositaires du pouvoir législatif et judiciaire, un ensemble d'officiers et de petits fonctionnaires étaient chargés de faire appliquer les décisions prises par les gouvernants. L'étude de plusieurs cas de résistance et de conflits entre les

représentants du pouvoir - gardes, policiers, officiers aux douanes, crieurs, batelier des institutions, portiers - et les habitants de la ville permet ainsi de mettre à jour leurs conceptions respectives du pouvoir et de l'autorité publique. En outre, on y perçoit comment s'exercer pratiquement le pouvoir à l'échelle micro, comment il était reçu, accepté ou contesté, de quels outils et de quelles ressources disposaient ceux qui en étaient les dépositaires, en situation.

* Plus largement, on peut s'interroger sur les biais par lesquels s'exerce le pouvoir sur ces masses populaires, qu'elles soient urbaines ou rurales. C'est ici la question des relais dans l'exercice du pouvoir qui se trouve posée. Suffit-il de se trouver en position d'exercer le pouvoir pour l'exercer effectivement ? En d'autres termes, l'obtention de titres, d'honneurs et charges ne peuvent suffire à comprendre les modalités de fonctionnement de cet exercice du pouvoir. Cela suppose de prendre en compte tous les « liens d'homme à homme » qui sont autant de canaux par lesquels circulent les échanges associés à l'exercice du pouvoir. Si la prise en compte des liens familiaux et/ou lignagers s'impose dans cette reconstruction, elle ne saurait suffire. Doivent aussi être considérés d'autres types de liens, non nécessairement sacrés (comme le sont les liens familiaux à travers le sacrement du mariage), qu'il s'agisse de l'amitié, du clientélisme ou encore du compérage.

* Comment parvient-on à des postes, fonctions ou positions permettant l'exercice du pouvoir ? Quels mécanismes interviennent dans le recrutement des « hommes de pouvoir » ? De la « bienveillance » royale concédant titres, fiefs ou honneurs à la vénalité des charges de la monarchie moderne, ce sont les divers mécanismes qui assurent l'accès au pouvoir qui doivent être considérés afin de mesurer la fermeture des sociétés considérées ou au contraire leur relative ouverture rendant possible une réelle mobilité sociale.

* Quels rapports peut-on établir entre exercice local et exercice à rayonnement plus large du pouvoir ? Dans des sociétés où les moyens de communication étaient limités et lents, la prise en compte de cette question est essentielle. Elle revient à poser la question de la dépendance ou de l'autonomie du pouvoir local à l'égard du pouvoir « monarchique » ou du suzerain quel qu'il soit. On comprend d'emblée que cette question pouvait être centrale dans une société impériale étendue aux 2 rives de l'Atlantique. Mais était-elle radicalement différente dans une société de type féodal, même si l'échelle des distances était inévitablement plus réduite ?

* Quelle place est accordée aux inévitables conflits liés à l'exercice du pouvoir et quelles solutions sont mobilisées pour les résoudre ? En nous appuyant sur la définition que donne C. Tilly des conflits sociaux à travers le concept de « répertoire d'action collective » (Tilly, 1986) nous considérons que l'univers des moyens de lutte n'est pas infini, renvoyant ainsi à l'historicité des formes d'action collective structurées sur un temps long. Dans ces conflits sociaux, quelle est la part des stratégies de construction de réseaux et des rivalités que cela induit, à l'image de ce que Padgett et Ansell ont mis en évidence dans l'ascension au pouvoir des Médicis à Florence au cours du XV^{ème} siècle ? Dans cette perspective, le conflit social représente l'un de ces moments de mobilisation des réseaux, pouvant contribuer à un basculement d'une société donnée vers une nouvelle étape. En ce sens, on peut admettre que certains conflits jouent le rôle de régulateurs sociaux, notamment s'ils sont intégrés, voire instrumentalisés, par les acteurs eux-mêmes et leurs réseaux, contribuant ainsi au maintien ou à l'invention de nouveaux équilibres au sein de ces sociétés.

* Dans ce monde des "hommes de pouvoir" et des liens d'homme à homme ici considéré, quelle est la place tenue par les femmes ? Cette interrogation générale peut se décliner selon

plusieurs questionnements : quel(s) rôle(s) jouent les femmes dans les mécanismes d'accès au pouvoir pour les hommes ? Le mariage est ici à reconsidérer sous cet angle : quelles femmes épousent-on : héritières ? veuves ? Dans quelles circonstances ? Selon quelles modalités ? Comment sont utilisées les dots ? Comment les mères, sœurs, épouses, maîtresses...interviennent-elles au service des hommes auxquels elles sont attachées ? Au sein des réseaux familiaux, comment s'insèrent les femmes, et notamment les épouses, entre solidarité lignagère et attachement aux intérêts de leur mari ? Que se passe-t-il en cas de conflit entre familles alliées ? Quel camp choisissent les épouses ? - Dans un monde masculin, quelles sont les possibilités pour des femmes de détenir un pouvoir ? Dans quelles conditions ? Selon quelles modalités ? Enfin, Comment jouent les évolutions dans la longue durée ? Deux phénomènes historiques sont ici à prendre en considération : l'évolution de la famille d'un côté avec le renforcement du couple conjugal et la construction de l'Etat moderne de l'autre qui élimine les femmes des sphères de pouvoir avec le système de l'office.

* In fine, ces diverses questions sur l'accès au pouvoir et sur l'exercice de ce pouvoir renvoient à une réflexion plus globale sur les rapports entre normes et pratiques. Sans se limiter à cela, on peut comprendre ce dernier aspect comme le regard porté à l'égard de ce que l'on pourrait nommer, pour faire vite, la « corruption » (M. Génaux, 2002). Certes, dans ces sociétés d'Ancien Régime, la logique du pouvoir exercé était domaniale. Le roi était un seigneur justicier et ses administrateurs, des officiers dont il était le seigneur direct ou des commissaires immédiatement liés à sa personne politique, géraient le bien commun dont l'entretien légitimait la puissance royale. En ce sens, loin de préfigurer le « fonctionnaire » des Etats modernes, ces hommes étaient des serviteurs publics dans la mesure où ils participaient à la mission divine confiée au prince. On ne peut donc adopter les outils des Social Scientists pour étudier cette question pour des sociétés d'avant la Révolution et, cela d'autant moins que sous un même terme, celui de « corruption » qu'ils utilisent largement, ils n'ont pas observé les mêmes choses. Il n'empêche : des multiples pratiques « déviantes » dans l'exercice du pouvoir qu'ils ont repéré on retiendra, par contre, le nom afin de mener une réflexion susceptible d'être mise à l'épreuve des sources des sociétés médiévale et moderne. Face à des règles imposées en fonction de normes morales clairement édictées, de quelles marges de manœuvre peut disposer tout détenteur du pouvoir ? Dans le même temps, de quelle tolérance peuvent faire preuve ces sociétés à l'égard de pratiques non réellement conformes aux normes ? Comment ces sociétés du passé se situent-elles par rapport aux « abus de pouvoir », quels qu'ils soient ?

Ces diverses orientations de recherches menées par les historiens toulousains, s'inscrivent dans le cadre de coopérations internationales nouées à partir de ces thématiques. Plus spécifiquement pour ce qui est du projet présenté, trois collaborations déjà actives seront mobilisées dans un souci comparatiste :

*Avec G. Alfani, historien de l'Université Bocconi (Milan) et spécialiste des relations de parrainages à l'époque moderne, avec lequel nous lie des collaborations anciennes dans le cadre de séminaires et d'ateliers doctoraux sur les liens familiaux

* Avec le groupe d'étude d'histoire de la famille (Université de Murcie) piloté par F. Chacon avec lequel nous avons réalisé un projet « Hubert Curien » PICASSO de 2008 à 2010.

* Avec le groupe d'étude des liens sociaux de l'Université de Vitoria (Univ Pays Basque) piloté par J.M. Imizcoz, membre lui-même du projet PAPE et avec lequel nous collaborons depuis de nombreuses années, notamment via des publications collectives communes.

Au-delà de ces collaborations qui seront étroitement associées au projet, nous pourrons aussi mobiliser plus ponctuellement, en fonction des besoins et au grè du développement de nos travaux des collaborations avec des partenaires plus périphériques, en Espagne comme sur le continent américain.

7. Réseaux et mondes sociaux dans les espaces à faible densité (animateurs : Bernard Charlery, Danièle Galliano) (projet émergent)

Comment se structurent, se recomposent et évoluent les mondes sociaux dans les espaces ruraux ie les espaces à faible densité ? L'idée est d'analyser la structure et l'évolution des réseaux sociaux en milieu rural, d'identifier quelles sont les modalités de circulation des savoirs et des connaissances dans ces espaces. Les travaux à mener concerneront en particulier l'analyse des sources de l'innovation dans les firmes industrielles rurales, le fonctionnement et le développement des réseaux dans l'agriculture rurale et peri-urbaine (liée notamment a la concentration des exploitations sur les territoires et a la reconfiguration des mondes productifs agricoles), les conflits, arrangements et dispositifs liées a la gestion des ressources naturelles et les dynamiques des interactions entre les milieux urbains et ruraux, l'interpénétration croissantes des espaces conduisant à une recomposition des territoires et de leur environnement. La mise en œuvre des cadres théoriques et méthodologiques de SMS (enquêtes sur les réseaux sociaux et l'usage des TIC en milieu rural par exemple) ouvrira la voie à un renouvellement des analyses sur ces espaces.

2. Versions développées des ateliers méthodologiques

Les ateliers méthodologiques ont pour objet de développer des méthodes transversales utilisables par les chercheurs en sciences humaines et sociales. Ils prennent la forme de séminaires d'échange d'expériences et de modules de formation. Quatre ateliers seront mis en place dès le début de l'opération.

Atelier 1 : « Analyse textuelle » (animateurs : Pascal Marchand, Pierre Ratinaud et Elisabeth Perroux)

Le développement de la communication électronique produit de plus en plus de grands corpus de textes, notamment ceux qui sont associés à des débats publics. On se souvient ainsi du rôle joué par les forums en ligne à propos du projet de référendum sur la constitution européenne⁵. Plus récemment, le « grand débat sur l'identité nationale » restera sans doute comme l'une des polémiques majeures du quinquennat en cours⁶. L'analyse des corpus montre des positionnements spécifiques des médias et des internautes dans la structuration même de la référence. Certains objets traités de façon homogène par les médias, sont

⁵ Mange, J., Marchand, P. (2007). Oui ou non à la Constitution européenne : l'éloquence du forum. *Mots : les langages du politique*, 83, 121-137.

Mange, J., Marchand, P., Salem, A. (2006). Débats sur la toile. *Actes des Huitièmes Journées Internationales d'Analyse des Données Textuelles (Besançon, 19-21 avril)*. Presses Universitaires de Franche-Comté, coll. Les cahiers de la MSH Ledoux, série « archive, bases, corpus », 667-676.

⁶ Marty, E., Marchand, P., Ratinaud, P. (à paraître). Les médias et l'opinion : éléments théoriques et méthodologiques pour une analyse du débat sur l'identité nationale. *Bulletin suisse de linguistique appliquée*.

différenciés par les internautes et, inversement, les médias établissent des cloisonnements dans des objets que les internautes traitent de façon unifiée. Pour étudier l'articulation entre cadres médiatiques et cadres personnels dans la construction du débat public, il faut considérer que les cadres sont des facettes du monde social, dont l'éclairage est pris en charge par des groupes sociaux ou institutions constitués en sources et se livrant une compétition pour l'accès aux médias. C'est par la définition ou l'éclairage donné à certaines thématiques, le champ de la connaissance dans lequel elles sont développées, que se posent les termes du débat relatif à tout phénomène social. Sur un même objet, mobilisant globalement le même vocabulaire, on a pu mettre en évidence des structurations lexicales différentes. Cela signifie bien que ce n'est pas la présence ou l'absence, ni le nombre d'occurrence de telle forme lexicale ("compter des mots") qui importe. Ce qui crée la signification, c'est l'organisation de ces formes lexicales et les relations qu'elles entretiennent pour fournir une représentation cohérente. Il s'agit donc, non seulement de décrire la structure de la discussion sur la toile et celle de son traitement médiatique, mais également d'identifier leurs possibles relations.

S'agissant de corpus textuels de plus en plus importants, cet objectif n'est réalisable qu'à condition de disposer d'outils de mesures lexicales adaptés. Le développement du logiciel Iramuteq⁷ est particulièrement destiné à répondre à ces nouvelles exigences. Le premier objectif que s'était fixé le développement de cet outil était de reproduire de façon assez fidèle des analyses textuelles classiques⁸. Le développement actuel s'oriente dans cinq directions : la production d'outils d'aide à l'interprétation des analyses, l'implémentation de nouvelles méthodes (application des analyses de similitude sur les corpus découpés en segments de texte), l'adaptation aux corpus de grande taille, le perfectionnement de la phase de lemmatisation et l'internationalisation (les corpus anglais et allemand sont en phase pré-expérimentale ; l'italien, l'espagnol et le portugais devront être rapidement ajoutés). Plusieurs de ces objectifs sont déjà atteints (outils d'aide à l'interprétation, analyse de similitude), les autres sont à l'étude ou en cours de réalisation. L'ensemble de logiciels libres sur lesquels repose cet outil (notamment R) permettent également d'envisager l'incorporation rapide de nouvelles méthodologies d'analyses. S'ils font, d'ores et déjà, d'Iramuteq l'un des logiciels d'analyse de discours les plus complets du domaine - et rendent également son utilisation très simple dans les recherches et dans les formations (le logiciel fonctionne sous Windows, Mac OS X et linux et est totalement gratuit) – une phase de développement et d'expansion de l'outil est appelée à démarrer.

L'atelier « analyse textuelle » a trois objectifs : 1. développer le logiciel Iramuteq en interaction avec les besoins multiples des chercheurs de SMS ; 2. former les chercheurs de SMS et les étudiants aux techniques d'analyse textuelle, celles utilisées dans Iramuteq et d'autres, et 3. organiser la réflexion sur les méthodes d'analyse textuelle et leurs usages.

Atelier 2 : Ethnographie des associations socio-techniques (animateurs : Franck Cochoy et Anne Mayère)

« Comment saisir les agencements complexes entre action sociale et dispositifs techniques dont dépend aujourd'hui la dynamique des configurations organisationnelles et

⁷ Ratinaud, P. (2009). *Iramuteq: interface de R pour les analyses multidimensionnelles de textes et de questionnaires*. <http://repere.no-ip.org/logiciel/>

⁸ Reinert, M. (1983). Une méthode de classification descendante hiérarchique : application à l'analyse lexicale par contexte. *Les cahiers de l'analyse des données, Vol VIII, n° 2*, p 187-198.

marchandes ? » Notre projet est de répondre à cette question, et pour cela d'élaborer un cadre méthodologique et une plateforme technique d'« archéologie du temps présent » et d'« ethnographie quantitative ».

Ce projet a l'ambition de construire une approche et une méthodologie transversales dont nous espérons qu'elles puissent : a) constituer une contribution toulousaine distinctive et innovante à la recherche en sciences sociales ; b) fédérer différents programmes de recherche entre les laboratoires mobilisés par le projet SMS.

L'action sociale est de plus en plus « outillée », autant sur les marchés — à grand renfort d'emballages, de labels, de techniques de traçabilité et de datamining (Cochoy & al., 2004) — que dans les organisations — avec la mise en œuvre de normes de qualité, de progiciels de gestion, d'intranets et autres outils de communication (Segrestin, 2008 ; Grabot et al., 2008) et cet outillage a pour caractéristique d'établir de nouvelles formes d'association qui combinent ressources matérielles et sociales (Latour, 2005). Un grand nombre de chercheurs spécialisés en sociologie des techniques, du marché et de la communication considèrent aujourd'hui que l'objet de la sociologie n'est plus l'étude des acteurs mais l'exploration des « nœuds de faires et de dire » (Schatzki, 1996, p. 89) des configurations relationnelles (Granovetter, 1985) ou des formes d'association hybrides (Callon, 2001) qui les constituent. Toutefois, et paradoxalement, la plupart des chercheurs concernés continuent paradoxalement, dans leurs enquêtes, à faire de l'acteur l'entrée privilégiée qui permet d'en rendre compte, au risque de ne pas rendre compte de façon suffisante ou adéquate de l'« agency » (Cooren, 2010) de nombre d'éléments propres à leur terrain.

Nous proposons de développer des méthodes et des outils susceptibles « d'interroger » à la fois les personnes et les artefacts de façon symétrique. Plus précisément, deux approches privilégiées sont envisagées :

1. L'archéologie du temps présent : il s'agit d'utiliser, à l'instar des archéologues dépourvus de témoignages écrits, des sources d'information renouvelées pour rendre davantage visible la contribution des entités socio-techniques à l'action (documentation photographique, vidéographique, objets...) ;
2. L'ethnographie quantitative : il s'agit de mobiliser des « observateurs », c'est-à-dire des grilles d'observation qui posent des questions aux éléments observés, qu'ils soient humains ou non humains, et d'élaborer à partir des résultats recueillis des traitements statistiques propres à rendre compte de la dynamique des associations sociotechniques.

Principaux participants : Isabelle Bazet (MCF), Roland Canu (MCF), Franck Cochoy (PR), Michèle Lalanne (PR), Cédric Calvignac (Postdoc), Ygal Fijalkow (MCF), Anne Mayère (PR), Claire Thébaud (IR CNRS) , Angélique Roux (MCF)

Voir côté LISST : E Eveno, C Datchary, J. Chaulet...

Collaborations en cours : Center for Consumer Science, Université de Göteborg, Suède (contrat ANR-Urbane sur la logistique du consommateur), EHESS Paris (contrat ANR Créalu), écoles de Design de l'Ecole des Beaux-Arts de Toulouse et de l'Université de Göteborg en Suède, laboratoire ComSanté de l'Université du Québec à Montréal, laboratoire GRICO Université d'Ottawa, laboratoire LOG Université de Montréal, Département de sociologie Université de Trento.

Atelier 3 : « Analyse des réseaux » (animateurs : Michel Grossetti, Corinne Bonnet, Ainhoa de Federico, Frédéric Amblard)

Dans cet atelier seront discutées et enseignées d'une part les approches classiques de l'analyse des réseaux sociaux (réseaux personnels, réseaux complets), avec l'appui des modèles et logiciels les plus actuels (PAJEK, SIENA) et d'autre part des approches innovantes spécifiquement développées par les chercheurs du projet : les méthodes mixtes permettant d'analyser les chaînes de relations mobilisées (Grossetti, Barthe, Chauvac, 2011), les méthodes d'analyse des réseaux scientifiques à partir d'entretiens sur les citations (Milard, 2011) ; les modèles multi-agents appliqués à l'analyse des réseaux sociaux (Cazabet, Amblard, Hanachi, 2010).

Interface avec la demande sociale

SMS, en lien avec le service de valorisation de la recherche de l'Université de Toulouse le Mirail, mettra en place un dispositif d'interface avec la demande sociale, composée de chercheurs du projet et de personnels d'appui mis à disposition par les établissements, afin de répondre de façon coordonnée lorsque c'est nécessaire, soit par des expertises, soit par l'organisation de débats ou le déclenchement d'études approfondies. Cette cellule aura aussi pour mission de faire remonter vers les chercheurs des thématiques et des problèmes sociaux émergents. Elle devra enfin organiser la réflexion sur les aspects éthiques des recherches et des études sur les mondes sociaux. Ce dispositif prendra la forme d'un **Laboratoire d'idées** permettant la mise en débat de questions sociales à l'échelle locale, une revue en ligne (*Mondes Sociaux*) mettant à disposition du grand public les résultats des travaux, et enfin un espace de réflexion sur les TIC, **ComUniTIC**, afin de suivre les évolutions de la sphère des communications électroniques.

1.3. IMPACT DU PROGRAMME SUR LA FORMATION/ IMPACT ON TRAINING

Mise en place d'enseignements pluridisciplinaires appuyés sur les travaux de SMS au niveau doctorat, master et licence (voir 1.1).

1.4. IMPACT SOCIO-ECONOMIQUE DU PROGRAMME /SOCIO ECONOMIC IMPACT

Coordination des réponses des chercheurs de SMS à la demande sociale (voir 1.1.)